

grand nombre d'entreprises et développer de nouveaux programmes et services répondant mieux aux besoins des PME.

Vous conviendrez comme moi que l'on ne saurait trop insister sur l'importance du commerce international, ni sur la tâche qui nous incombe d'attirer les sociétés étrangères au Canada.

Nos efforts en ce sens doivent de plus en plus tenir compte du fait que l'investissement constitue aujourd'hui la forme la plus répandue de commerce international. En fait, l'investissement est devenu le principal moteur de la croissance et de la mondialisation de l'économie.

Ainsi, d'après le rapport des Nations Unies sur l'investissement mondial, les flux d'investissement direct se sont accrus de 34 p. 100 entre 1985 et 1990, contre des augmentations d'à peine 13 p. 100 et 12 p. 100 pour les exportations et le produit intérieur brut (PIB).

Les entreprises canadiennes contribuent très activement à cette croissance de l'investissement dans le monde. La valeur de l'investissement canadien direct à l'étranger est estimée à quelque 13 milliards de dollars pour 1993, soit bien plus du double de ce qu'il était il y a 10 ans. Cette augmentation ne trouve malheureusement pas son équivalent dans l'investissement étranger direct effectué au Canada.

L'une des raisons principales en est que l'investissement étranger direct fait l'objet d'une compétition féroce dans le monde. Les pays industrialisés réclament des investissements à grands cris. Mais, de nos jours, les capitaux prennent de plus en plus le chemin des économies en croissance rapide. Par suite de la mondialisation et de la libéralisation des régimes économiques de par le monde, l'investissement étranger direct acheminé vers les pays en développement est passé de 8,4 milliards de dollars en 1985 à 36,3 milliards de dollars en 1992. Et il est fort probable que cette tendance se maintiendra, les multinationales étant désireuses de consolider et d'accroître leur présence — et leurs profits — dans ces pays.

Évidemment, le Canada doit faire en sorte de ne pas sortir perdant de cette course à l'investissement étranger direct. Il nous faut attirer des capitaux commerciaux en plus grand nombre, qu'il s'agisse d'investissement étranger direct, d'alliances stratégiques, de coentreprises, d'investissement «en rase campagne» ou de liens commerciaux à base technologique.

Comme nous le savons tous ici, le gouvernement fédéral s'emploie — en particulier par l'intermédiaire de mon ministère et d'Industrie Canada — à faire savoir dans le monde que le Canada offre aux investisseurs étrangers un climat à la fois accueillant et profitable. Les investisseurs potentiels, tout comme les éventuels